

**RAPPORT DE GESTION ET  
ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS  
INTERMÉDIAIRES CONDENSÉS NON AUDITÉS  
AU 30 SEPTEMBRE 2014**

# TABLE DES MATIÈRES

## Rapport de gestion intermédiaire

PORTÉE DE L'ANALYSE FINANCIÈRE DE LA DIRECTION .....	1
MISE EN GARDE RELATIVE AUX ÉNONCÉS PROSPECTIFS .....	1
STATUTS, NATURE DES ACTIVITÉS ET CONTINUITÉ DE L'EXPLOITATION .....	1
LES FAITS SAILLANTS .....	3
FINANCEMENT .....	3
TRAVAUX D'EXPLORATION .....	4
PERMIS ET AUTORISATIONS .....	5
INGÉNIERIE .....	7
RELATIONS AVEC LES COMMUNAUTÉS LOCALES ET LES INVESTISSEURS .....	7
STRATÉGIE ET PLAN D'ACTION .....	7
FRAIS D'EXPLORATION ET D'ÉVALUATION ET FOURNITURES D'EXPLORATION .....	7
INFORMATION FINANCIÈRE SÉLECTIONNÉE ET RÉSULTATS D'EXPLOITATION .....	11
RÉSULTATS D'EXPLOITATION .....	12
SITUATION DE TRÉSORERIE ET FINANCEMENT .....	12
DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES .....	13
ARRANGEMENT HORS BILAN .....	14
TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES .....	14
INFORMATION SUR LES ACTIONS EN CIRCULATION .....	15
RISQUES ET INCERTITUDES .....	15
NOUVELLES NORMES COMPTABLES EN VIGUEUR .....	15
ÉVALUATION DU CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE .....	15
INFORMATION ADDITIONNELLE ET DIVULGATION CONTINUE .....	16

## États financiers consolidés intermédiaires condensés non audités

ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DE LA SITUATION FINANCIÈRE .....	18
ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DES RÉSULTATS .....	19
ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DU RÉSULTAT GLOBAL .....	20
TABLEAUX CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DES FLUX DE TRÉSORERIE .....	21
ÉTATS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES (DÉFICIT) .....	22
NOTES ANNEXES CONDENSÉES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES .....	23

<b>Attestations des documents intermédiaires .....</b>	<b>30</b>
--	-----------

<b>Informations générales .....</b>	<b>34</b>
-------------------------------------	-----------

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Rapport de gestion intermédiaire

30 septembre 2014

---

### PORTÉE DE L'ANALYSE FINANCIÈRE DE LA DIRECTION

L'analyse qui suit doit se lire en parallèle avec les états financiers annuels de Ressources Strateco inc. (« la Société ») pour les exercices clos les 31 décembre 2013 et 2012 ainsi que les états financiers consolidés intermédiaires condensés non audités pour les trimestres clos les 30 septembre 2014 et 2013. Les états financiers consolidés intermédiaires condensés non audités pour le trimestre clos le 30 septembre 2014 et les données comparatives ont été établis conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») s'appliquant à la préparation d'états financiers intermédiaires incluant IAS 34, *Information financière intermédiaire*. À moins d'indication contraire, tous les montants sont en dollars canadiens.

### MISE EN GARDE RELATIVE AUX ÉNONCÉS PROSPECTIFS

Les sections de ce rapport de gestion, portant sur la stratégie et le plan d'action de la Société et de sa filiale Exploration SeqUr inc. (« SeqUr »), constituée selon la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* le 13 janvier 2014, sur ses activités d'exploration et sur l'information financière qui reflètent les attentes actuelles de la Direction, renferment des « énoncés prospectifs ». Ces énoncés doivent être interprétés selon le contexte, particulièrement les énoncés qui reflètent les opinions, les estimations et les attentes de la Société face aux événements et aux résultats futurs. Ces énoncés prospectifs dépendent d'un certain nombre de facteurs et comportent certains risques et incertitudes et il n'y a aucune garantie que ces énoncés s'avéreront exacts. Les facteurs pouvant faire varier de façon importante les résultats, les activités et les événements futurs par rapport aux attentes exprimées expressément ou implicitement dans ces énoncés prospectifs comprennent, sans s'y limiter, la volatilité du prix de l'uranium, les risques liés à l'industrie minière, les incertitudes relatives à l'estimation des ressources minérales, les besoins additionnels de financement et la capacité de la Société à obtenir ces financements ainsi que les conséquences résultant des délais importants et imprévus reliés à l'obtention d'un certificat d'autorisation provincial requis pour la poursuite des activités, pour lequel la Société a dû entreprendre des procédures judiciaires dont les conclusions demeurent incertaines. Ces risques et incertitudes sont décrits dans le présent rapport de gestion et dans la notice annuelle déposés sur SEDAR.

### STATUTS, NATURE DES ACTIVITÉS ET CONTINUITÉ DE L'EXPLOITATION

La Société a été constituée en corporation en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, par statuts de constitution datés du 13 avril 2000.

Les activités de la Société portent essentiellement sur l'exploration de propriétés minières en vue de leur exploitation commerciale. La Société n'exploite présentement aucune propriété minière. La Société détient dans son portefeuille un intérêt de 100 % dans trois propriétés minières et des participations dans trois propriétés minières, toutes situées au Québec. Ces propriétés totalisent 761 titres miniers pour une superficie de 40 358 hectares (403 km<sup>2</sup>). La Société concentre ses efforts pour obtenir le certificat d'autorisation provincial requis pour l'avancement du projet Matoush, au Québec. Hormis certains projets situés dans le bassin d'Athabasca en Saskatchewan, le projet Matoush, situé dans les monts Otish au nord du Québec, peut être considéré un des projets d'exploration ayant les plus fortes teneurs uranifères au monde. De plus, la Société a transféré à sa filiale l'option d'acquérir des participations dans quatre propriétés minières, situées en Saskatchewan, qui totalisent 18 titres miniers couvrant une superficie de 45 271 hectares (452 km<sup>2</sup>). La Société participe ainsi au développement de nouvelles propriétés uranifères en Saskatchewan et poursuit son objectif de développer le projet Matoush au Québec.

La Société devra obtenir périodiquement de nouveaux fonds pour poursuivre ses activités et, malgré le fait qu'elle y soit parvenue dans le passé, il n'y a aucune garantie de réussite pour l'avenir.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Rapport de gestion intermédiaire

30 septembre 2014

---

### LE MARCHÉ DE L'URANIUM

Depuis le début des années 2000, le marché de l'uranium a pris beaucoup d'envergure en raison des avantages qui en découlent et des besoins enregistrés dans de nombreux secteurs d'activités. La demande croissante d'énergie, notamment des pays émergents tels que la Chine et l'Inde, les enjeux environnementaux ainsi que la disponibilité de la ressource pour une exploitation à grande échelle sont quelques facteurs qui expliquent la reprise du marché de l'uranium. Le prix au comptant (« spot ») de l'uranium est passé d'environ 10 \$ US / livre, en 2002, à un sommet de 137 \$ US / livre, en 2007.

Les événements de Fukushima au Japon, survenus le 11 mars 2011, ont toutefois affecté le marché de l'uranium. Le prix « spot » de l'uranium de même que tous les indices des sociétés uranifères ont connu une baisse importante. Il s'en est suivi une période d'incertitude notamment liée à la fin du programme nucléaire allemand et à la possibilité que le Japon ne redémarre pas ses réacteurs. Au cours du troisième trimestre de l'année 2014, le prix « spot » de l'uranium était d'environ 32 \$ US / livre, alors que le prix moyen à long terme était d'environ 44 \$ US / livre.

De nombreux analystes sont optimistes quant à l'avenir du marché de l'uranium. Malgré les récessions financières, les événements de Fukushima et la récente baisse du prix de l'uranium, la demande énergétique continue de croître. Les besoins en énergie sont tels que les projets d'énergie nucléaire se développent à travers le monde. De nombreux pays comme la Chine, le Royaume-Uni, l'Inde, la Russie, les États-Unis, la Corée du Sud et les Émirats arabes unis prévoient l'expansion de leur capacité nucléaire. Plus de 45 pays qui n'ont pas de programme nucléaire considèrent actuellement cette option. Une augmentation de 20 % de la demande en uranium est prévue d'ici 2020 et de 61 % d'ici 2030 (UxC, 2013).

Le 13 avril 2014, le Groupe intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat (« GIEC ») a rendu public le troisième volet du rapport sur l'atténuation du changement climatique dans lequel il presse les gouvernements d'agir sans délai pour limiter le réchauffement de la planète, notamment en augmentant la part du nucléaire dans le secteur énergétique. Pour parvenir à limiter le réchauffement à 2 °C, un changement d'approche majeur est nécessaire, entre autres, dans le secteur de l'énergie, responsable de 35 % des émissions de gaz à effet de serre (« GES ») de la planète. Pour éviter le pire, les GES devront diminuer de 40 à 70 % par rapport à 2010, d'ici 2050, et être presque totalement éliminés d'ici la fin du siècle. Pour ce faire, le GIEC prône le recours aux énergies peu carbonées (renouvelables, nucléaire) qui vont devoir tripler, voire quadrupler d'ici 2050; leur part dans la production d'électricité devrait passer de 30 % aujourd'hui à 80 % en 2050. Selon le GIEC, si rien n'est fait, la hausse du réchauffement planétaire pourrait facilement dépasser les 4 °C, ce qui entraînerait des impacts dévastateurs sur l'agriculture mondiale, les pêcheries et la disponibilité de l'eau potable, en plus de provoquer une multiplication des événements météorologiques extrêmes et meurtriers. Cette hausse est principalement attribuable au recours aux énergies fossiles telles que le charbon et le pétrole; le nucléaire fait partie intégrante de la solution proposée. (Rapport – Résumé pour les décideurs, GIEC, avril 2014)

Il y a 436 réacteurs nucléaires à travers le monde (octobre 2014) répartis dans une trentaine de pays et plus de 70 réacteurs sont en construction dans 14 pays, principalement en Asie. La Chine opère actuellement 21 réacteurs, 27 sont en construction, 60 sont prévus dans les huit à dix prochaines années et 120 réacteurs sont proposés à l'intérieur des 15 prochaines années. En Russie, 10 réacteurs sont actuellement en construction, alors que 31 autres sont planifiés. L'Inde veut augmenter sa capacité nucléaire avec 22 nouveaux réacteurs prévus dans les huit à dix prochaines années et 35 réacteurs proposés à l'intérieur des 15 prochaines années. À cet effet, l'Accord de coopération nucléaire entre le Canada et l'Inde, qui est entré en vigueur le 27 septembre 2013, ouvre des marchés aux entreprises canadiennes qui exportent de l'uranium. Au total, la construction de plus de 174 réacteurs nucléaires est prévue au cours des prochaines années (World Nuclear Association, 2014).

Les pays qui ont mis fin à leur programme nucléaire à la suite des événements survenus au Japon représentent un faible pourcentage de la demande mondiale en énergie nucléaire. Le nombre de réacteurs nucléaires en construction n'a jamais été aussi élevé que depuis le développement rapide connu dans les années 1980. Le nucléaire est donc toujours d'actualité et les années à venir sont prometteuses.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Rapport de gestion intermédiaire

30 septembre 2014

---

### LES FAITS SAILLANTS

Au cours du troisième trimestre de l'année 2014, la Société a suivi de très près les séances de la commission d'enquête du Bureau d'audiences publiques sur l'environnement (« BAPE ») sur les enjeux de la filière uranifère québécoise. D'ailleurs, en raison du refus du gouvernement du Québec d'accorder le dernier permis nécessaire pour la phase d'exploration souterraine et des délais liés à la commission d'enquête du BAPE, la Société a été contrainte de poursuivre le démantèlement de son camp Matoush. La Société a également poursuivi ses démarches judiciaires afin d'annuler la décision de l'ancien ministre québécois du Développement durable, de l'Environnement, de la Faune et des Parcs (« MDDEFP »), maintenant appelé le ministre du Développement durable, de l'Environnement et de la Lutte contre les changements climatiques (« MDDELCC »), dans le dossier du projet uranifère Matoush et ainsi pouvoir entreprendre la phase d'exploration souterraine.

La deuxième phase du mandat de la commission d'enquête du BAPE sur les enjeux de la filière uranifère québécoise, soit la phase de questionnement et d'information, s'est déroulée du 3 au 25 septembre 2014. Le but de cette phase était « de permettre à la commission et aux participants d'approfondir des enjeux qui sont l'objet de l'enquête sur cette filière, en présence de spécialistes et de personnes-ressources ». Bien qu'aucun membre de l'équipe de la Société n'ait été invité à participer à cette phase à titre d'expert du projet uranifère le plus avancé au Québec, la Société a suivi toutes les séances publiques et a constaté, d'une part, le très grand manque d'intérêt de la population québécoise à l'égard de cette commission d'enquête et, d'autre part, l'encadrement extrêmement rigoureux de tous les aspects de l'industrie uranifère canadienne, tel qu'expliqué et démontré par les experts invités lors des séances du BAPE.

De plus, tout au long du troisième trimestre, la Société a continué d'être très active auprès des médias, mais également auprès de la population et des actionnaires pour donner l'heure juste sur la filière uranifère québécoise. En effet, la Société est choquée de constater que le message des opposants à l'industrie uranifère obtient beaucoup plus d'importance dans les médias québécois que les informations transmises par les experts dans le cadre du BAPE; ce pourquoi, la Société tente de rectifier le tir par une plus grande présence médiatique.

Par ailleurs, la Société a poursuivi le démantèlement du camp Matoush pour la fermeture temporaire du projet. Rappelons que cette décision fait partie d'un plan de réduction de coûts qu'a dû implanter la Société, en raison du refus du gouvernement du Québec d'accorder le dernier certificat d'autorisation nécessaire pour entamer la phase d'exploration avancée du projet Matoush. La Société a vendu, au cours du troisième trimestre 2014, une partie de ses actifs détenus en vue de la vente pour un montant de 611 814 \$. De plus, la Société a réalisé la vente, après le 30 septembre 2014, d'une autre partie des actifs détenus en vue de la vente pour un montant de 313 800 \$.

D'autre part, un jugement a été rendu le 4 juillet 2014 relativement à la demande d'intervention des Cris dans la requête de la Société visant la nullité de la décision de l'ancien ministre québécois du MDDEFP, rendue le 7 novembre 2013, refusant l'émission du certificat d'autorisation pour la phase d'exploration souterraine du projet Matoush. Le jugement autorise la participation des Cris pour toutes les questions en litige et à toutes les étapes du litige. De plus, relativement à la requête en nullité, la Société a reçu la défense du procureur général du Québec, le 28 octobre 2014; les interrogatoires suivront.

La filiale de la Société, Exploration SeqUr inc. (« SeqUr »), une société fermée, a procédé au lancement officiel de son nouveau site Web, [www.sequr.ca](http://www.sequr.ca). Celui-ci contient de l'information actuelle sur la société et ses projets en Saskatchewan ainsi que des sections spécifiques pour que les actionnaires, les éventuels investisseurs et la population en général soient informés des dernières nouvelles en lien avec SeqUr et l'industrie uranifère.

Enfin, le 3 novembre 2014, la Société a annoncé qu'elle a donné son consentement à une transaction entre le Groupe Sentient (« Sentient ») et Toro Energy Limited (« Toro »), une compagnie publique australienne ayant des projets d'exploration uranifères en Australie. La transaction porte, entre autres, sur la vente d'une partie importante de la position de Sentient dans la Société et la totalité de sa position dans SeqUr, en échange d'actions de Toro. Pour plus de détails sur cette transaction, consultez le communiqué de presse de la Société du 3 novembre 2014, disponible sur le site Web [www.strateco.ca](http://www.strateco.ca).

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Rapport de gestion intermédiaire

30 septembre 2014

---

### FINANCEMENT

Au cours des premier et troisième trimestres, la Société n'a conclu aucun placement privé à base d'actions ou d'autres types d'entente de financement.

Au cours du deuxième trimestre, le 8 mai 2014, la Société a signé une entente avec Sentient Executive GP IV, Limited, (« Sentient IV »), faisant partie de Sentient, un initié, qui est une partie liée avec la Société, pour un placement privé totalisant 28 000 000 actions à un prix de 0,05 \$ l'action pour un produit de 1 400 000 \$. Ce placement a reçu l'approbation des actionnaires lors de l'assemblée annuelle et extraordinaire de la Société (l'« assemblée annuelle ») du 27 mai 2014, et l'approbation des autorités compétentes.

Lors de l'assemblée annuelle, 98,53 % des actionnaires de la Société, présents ou représentés par procuration, ont voté sur une base désintéressée (à l'exclusion de Sentient) en faveur de la résolution spéciale autorisant les administrateurs de la Société à conclure le placement privé.

Le 12 juin 2014, la Société a clôturé ce placement privé de 1 400 000 \$ avec Sentient IV, sans l'entremise d'un courtier. En lien avec ce financement, la Société a engagé des honoraires et des frais d'émission totalisant 32 366 \$ qui ont été portés au capital social. Le produit du placement est utilisé par la Société, notamment, pour le maintien du projet Matoush et le fonds de roulement. Un montant de 250 000 \$ a été alloué pour l'entente d'option sur le projet Jasper Lake, en Saskatchewan.

D'autre part, le 10 juin 2014, SeqUr a émis 14 999 999 actions ordinaires à la Société en échange de son option sur le projet uranifère Jasper Lake, constitué de quatre propriétés en Saskatchewan.

Lors de l'assemblée annuelle, 99,37 % des actionnaires de la Société, présents ou représentés par procuration, ont voté en faveur de la résolution spéciale autorisant les administrateurs de la Société à procéder à la distribution éventuelle des 15 millions d'actions ordinaires de SeqUr qu'elle détient aux actionnaires de la Société au moment que ses administrateurs jugeront opportun.

De plus, le 12 juin 2014, SeqUr a clôturé un placement privé avec Sentient IV, sans l'entremise d'un courtier, totalisant 5 000 000 d'actions ordinaires à un prix de 0,02 \$ l'action pour un produit brut de 100 000 \$. En lien avec ce financement, SeqUr a engagé des honoraires, totalisant 7 500 \$, qui ont été portés à la participation ne donnant pas le contrôle. La Société détient maintenant 75 % de la filiale. Le produit du placement servira pour le fonds de roulement de SeqUr uniquement.

Finalement, en ce qui concerne SeqUr, il est à noter que son conseil d'administration a adopté une résolution, le 2 juillet 2014, selon laquelle M. Jonathan Lafontaine, administrateur, est nommé président et chef de la direction, et M. Charles Riopel est nommé administrateur sur le conseil d'administration, à titre de représentant de Sentient, en plus des trois autres administrateurs de SeqUr.

### TRAVAUX D'EXPLORATION

**Ressources – Personne qualifiée :** M. Jean-Pierre Lachance, vice-président exécutif & exploration et relations avec les communautés de la Société remplit les conditions et est reconnu comme une personne qualifiée selon les dispositions du *Règlement 43-101 sur l'information concernant les projets miniers, c. V-1.1, r.15*. M. Lachance a supervisé l'établissement des renseignements constituant le fondement de l'information technique et a approuvé l'information. M. Lachance a vérifié les données, notamment les données d'échantillonnage, d'analyse et d'essai sur lesquelles reposent les renseignements ou opinions contenus dans l'information écrite ci-après, en utilisant un processus lui permettant de confirmer que les données ont été produites selon les procédés appropriés, qu'elles ont été correctement transcrites à partir de la source originale et qu'elles peuvent être utilisées.

Les protocoles d'assurance de la qualité et de contrôle sont décrits en détail à l'annexe A de la notice annuelle 2013 déposée sur SEDAR. Cette annexe présente une description technique des procédures analytiques, des méthodes d'échantillonnage, des protocoles d'assurance de la qualité et de contrôle de la qualité mis en œuvre dans le cadre du

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Rapport de gestion intermédiaire

30 septembre 2014

---

programme d'exploration. Cette description technique peut aussi être consultée sur le site Web de la Société à [www.strateco.ca](http://www.strateco.ca) dans la section « Assurance et contrôle de la qualité - QA/QC ».

### PROJET MATOUSH (QUÉBEC)

*(Composé des propriétés Matoush, Matoush Extension, Eclat et Pacific-Bay-Matoush)*

Le projet Matoush, situé dans les monts Otish au nord du Québec à environ 275 km au nord de Chibougamau, est constitué des propriétés Matoush, Matoush Extension et Eclat, toutes détenues à 100 % et de la propriété Pacific Bay-Matoush sur laquelle la Société a un intérêt indivis de 60 %. Le projet Matoush comprend actuellement 559 titres miniers sur une superficie totalisant 29 551 hectares (295 km<sup>2</sup>).

Les délais et circonstances entourant l'obtention du certificat d'autorisation du MDDELCC, pour la phase d'exploration souterraine, ont entraîné l'arrêt des travaux d'exploration du projet Matoush. La Société a d'ailleurs pris la décision de fermer le camp Matoush temporairement de manière à réduire les coûts d'opérations.

D'ailleurs, dans le cadre de la fermeture temporaire du camp Matoush, les carottes minéralisées à teneur moyenne et élevée ont été sélectionnées, groupées et classées dans quatre différents conteneurs barrés et soudés. Plus de 920 boîtes de carottes ont été déplacées et classées. Cet exercice, qui s'est déroulé entre le 13 et le 29 août 2014, a été effectué sous la supervision d'un ancien géologue du projet assisté de deux Cris de Mistissini. Cette opération avait pour but de sécuriser et classer les carottes de chacune des zones minéralisées du projet Matoush afin d'en faciliter l'accès le moment venu.

### PROJET JASPER LAKE (SASKATCHEWAN)

*(Composé des propriétés Jasper Lake, Minor Bay, Ahenakew Lake et North Wedge)*

Le projet Jasper Lake, situé dans le bassin d'Athabasca en Saskatchewan, est constitué des propriétés Jasper Lake, Minor Bay, Ahenakew Lake et North Wedge, sur lesquelles SeqUr peut acquérir jusqu'à 60 % d'intérêt. Le projet Jasper Lake comprend actuellement 18 titres miniers sur une superficie totalisant 45 271 hectares (452 km<sup>2</sup>).

Au cours du troisième trimestre 2014, il n'y a pas eu de travaux d'exploration de terrain sur l'ensemble du projet Jasper Lake.

D'autre part, au cours du troisième trimestre 2014, SeqUr a évalué différents scénarios de financement en vue, notamment, de la réalisation des travaux d'exploration sur le projet Jasper Lake.

## PERMIS ET AUTORISATIONS

### PROCÉDURES JUDICIAIRES ET ADMINISTRATIVES

Depuis le début du projet Matoush, en 2006, la Société a travaillé sans relâche pour passer à travers un long processus visant à répondre aux normes en vigueur et satisfaire la réglementation provinciale et fédérale en ce qui a trait aux projets uranifères. Subséquemment à la réalisation de nombreuses études environnementales, sociales, économiques et techniques, la Société a finalement obtenu les autorisations du ministre fédéral de l'Environnement, de la Commission canadienne de sûreté nucléaire (« CCSN »), en octobre 2012, ainsi qu'une recommandation positive du comité d'évaluation provinciale pour le programme d'exploration souterraine du projet Matoush. De plus, depuis le début du processus d'autorisation, la Société a obtenu, au niveau provincial seulement, plus d'une vingtaine d'attestations, de certificats, d'autorisations et de baux.

La Société a entamé des procédures judiciaires, en janvier 2013, dans le but d'obtenir le certificat d'autorisation du précédent MDDEFP nécessaire pour commencer le programme d'exploration souterraine du projet Matoush. Toutes les procédures judiciaires survenues avant le troisième trimestre de l'année 2014 sont décrites dans les rapports trimestriels et le rapport annuel précédents de même que dans la section « Le projet Matoush – Procédures judiciaires » du site Web de la Société.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Rapport de gestion intermédiaire

30 septembre 2014

---

Au cours du troisième trimestre de l'année 2014, la Société a poursuivi les procédures judiciaires entamées. Elle demeure extrêmement motivée et plus que jamais déterminée à obtenir gain de cause.

Rappelons que la Société a déposé une requête en nullité à la Cour supérieure du Québec (la « Cour »), le 5 décembre 2013. Cette requête vise la nullité de la décision de l'ancien ministre québécois du précédent MDDEFP, rendue le 7 novembre 2013, refusant l'émission du certificat d'autorisation pour la phase d'exploration souterraine du projet Matoush. En plus de rechercher la nullité de la décision, la Société demande à la Cour de forcer le ministre à émettre le certificat d'autorisation nécessaire pour la réalisation de la phase d'exploration avancée.

À cet égard, le 24 décembre 2013, les Cris ont fait une demande d'intervention dans la requête en nullité de la Société. Le 20 février 2014, une audience a été tenue sur le type et l'étendue de l'intervention des Cris. L'honorable juge Danielle Blondin, responsable de la requête en nullité, a pris en délibéré la participation des Cris et a rendu son jugement en juillet 2014; celui-ci autorise l'intervention des Cris pour toutes les questions en litige et à toutes les étapes du litige.

De plus, relativement à la requête en nullité, la Société a reçu la défense du procureur général du Québec, le 28 octobre 2014; les interrogatoires suivront.

La Société poursuit les procédures judiciaires en cours et entend continuer à défendre vigoureusement l'intérêt de ses actionnaires qui ont investi plus de 125 millions de dollars dans le projet uranifère Matoush, situé au Québec.

### COMMISSION D'ENQUÊTE DU BAPE SUR LA FILIÈRE URANIFÈRE QUÉBÉCOISE

Le 3 mars 2014, l'ancien ministre du MDDEFP donnait le mandat au BAPE de tenir une commission d'enquête sur les enjeux de la filière uranifère québécoise. Le mandat de la commission a débuté le 20 mai 2014 pour une durée maximale d'un an. Le rapport du BAPE devra être déposé au ministre du MDDELCC au plus tard le 20 mai 2015. Par la suite, le ministre disposera de 60 jours pour le rendre public.

Le BAPE a entamé la première phase de son mandat le 20 mai 2014. Cette phase de préconsultation, qui a pris fin le 23 juin 2014, a permis au BAPE, à travers la tournée d'une douzaine de municipalités et communautés québécoises, « de recueillir les préoccupations de la population afin d'ajuster sa stratégie d'enquête » (BAPE, 6 mai 2014).

La seconde phase de questionnement et d'information s'est déroulée du 3 au 25 septembre 2014 à Mistissini, Québec, Wendake et Kangiqsualujuaq. Elle a permis « à la commission et aux participants d'approfondir les enjeux qui sont l'objet de l'enquête sur cette filière, en présence d'experts et de personnes-ressources des ministères et des organismes, dans le cadre d'ateliers thématiques » (BAPE, 6 mai 2014).

La Société a constaté que très peu de personnes ont assisté aux séances de la deuxième phase du BAPE, alors que les discussions portaient sur les faits de l'industrie uranifère, contrairement à la première phase du BAPE lors de laquelle un plus grand nombre de personnes ont participé pour exprimer leurs points de vue personnels et leurs questionnements. De nombreux experts ont présenté les divers enjeux de l'industrie uranifère et ont répondu aux questions des commissaires.

La troisième et dernière phase de la commission d'enquête, soit la phase de présentation des mémoires, débutera le 10 novembre 2014 et sera « consacrée exclusivement à l'audition des mémoires, des opinions verbales et des suggestions des personnes, des municipalités, des organismes et des groupes désireux de donner leur avis à la commission » (BAPE, 7 octobre 2014).

Toutes les séances de la commission d'enquête sont disponibles sur le site Web du BAPE : <http://www.bape.gouv.qc.ca/sections/mandats/uranium-enjeux/index.htm>.



# **RESSOURCES STRATECO INC.**

## **Rapport de gestion intermédiaire**

30 septembre 2014

---

### **INGÉNIERIE**

Rappelons que le 12 juin 2014, la Société a annoncé la fermeture temporaire du camp Matoush. Cette décision fait partie d'un plan de réduction de coûts qu'a dû implanter la Société en raison du refus du gouvernement du Québec d'accorder le dernier certificat d'autorisation nécessaire pour entamer la phase d'exploration avancée du projet Matoush.

Le camp Matoush est en veille depuis plus d'un an, soit depuis l'annonce, le 28 mars 2013, d'un moratoire et de la commission d'enquête sur la filière uranifère québécoise.

Les dommages découlant de la fermeture temporaire du camp Matoush et des coûts reliés à une éventuelle réouverture s'ajoutent aux dommages subis par la Société et ses actionnaires à la suite du refus du gouvernement du Québec d'émettre le certificat d'autorisation. La Société a déjà réalisé la vente, au cours du troisième trimestre 2014, d'une partie de ses infrastructures et équipements pour une valeur de 611 814 \$ et a réalisé une partie des travaux de réhabilitation et de restauration. De plus, la Société a réalisé la vente, après le 30 septembre 2014, d'une autre partie de ses infrastructures et équipements pour un montant de 313 800 \$.

La fermeture temporaire du camp Matoush se fait dans le respect de l'environnement et de la santé des populations, tel que prôné par la Société depuis le début du projet Matoush, en 2006.

### **RELATIONS AVEC LES COMMUNAUTÉS LOCALES ET LES INVESTISSEURS**

Le délai pour l'obtention du certificat d'autorisation du MDDELCC a obligé la Société à opérer à effectifs réduits; pour l'instant, la Société n'a plus de personnel dans les communautés locales. Cependant, les échanges avec des membres de la communauté crie de Mistissini et de la communauté jamésienne démontrent que les relations de longue date perdurent. La Société demeure disponible et ouverte au dialogue et pour renseigner les communautés locales.

De plus, tout au long du troisième trimestre, le président et chef de la Société, M. Hébert, a multiplié les entrevues dans les médias pour expliquer et rappeler à la classe politique, aux communautés locales et au public en général la situation du projet Matoush en plus de rectifier les faits sur la filière uranifère québécoise.

La Société continue de répondre quotidiennement aux questions du public et des actionnaires. Toutes les nouvelles publiques relatives au projet Matoush sont divulguées sur le site Web de la Société ([www.strateco.ca](http://www.strateco.ca)).

### **STRATÉGIE ET PLAN D'ACTION**

#### **TRAVAUX D'EXPLORATION**

Pour ce qui est du projet Matoush, tant et aussi longtemps que la Société n'aura pas obtenu le certificat d'autorisation du MDDELCC, aucun travail ne peut être effectué sur le site du projet Matoush dans le cadre du programme d'exploration souterraine.

D'ailleurs, la fermeture temporaire du camp Matoush, qui vise à réduire les coûts et ainsi conserver l'expertise reconnue de la Société, devrait être terminée pour la fin de l'année 2014.

#### **EXPLORATION SEQR INC.**

SeqUr vise un financement d'ici la fin de l'année 2014, sous réserve des conditions du marché, qui permettrait la distribution des 15 millions d'actions de SeqUr aux actionnaires de la Société, au moment jugé opportun par le conseil d'administration de la Société, et la réalisation des levés géophysiques aéroportés sur l'ensemble du projet Jasper Lake.

# **RESSOURCES STRATECO INC.**

## **Rapport de gestion intermédiaire**

30 septembre 2014

---

### **POURSUITES JUDICIAIRES**

Aussi longtemps que nécessaire, la Société concentrera ses efforts sur la poursuite de la procédure de la requête en nullité de la décision du ministre dans le but de faire valoir ses droits et de protéger ceux de ses actionnaires. En plus des démarches judiciaires déjà entamées, la Société entend réserver ses droits pour toutes réclamations futures et continuera d'informer les investisseurs sur les procédures judiciaires en cours.

### **COMMISSION D'ENQUÊTE DU BAPE SUR LA FILIÈRE URANIFÈRE QUÉBÉCOISE**

La Société entend continuer à être très active tout au long de la commission d'enquête du BAPE de manière à défendre vigoureusement l'intérêt de ses actionnaires, la filiale uranifère québécoise et la réalisation de son programme d'exploration uranifère avancée du projet Matoush, dont l'impact négligeable sur l'environnement a déjà fait l'objet de toutes les études et audiences publiques prévues à la Loi sur la qualité de l'environnement et applicables aux terres publiques du Québec et autres lois fédérales.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Rapport de gestion intermédiaire

30 septembre 2014

### FRAIS D'EXPLORATION ET D'ÉVALUATION ET FOURNITURES D'EXPLORATION

Frais d'exploration et d'évaluation et fournitures d'exploration pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2014	Matoush		Eclat	Pacific Bay- Matoush		Mistassini	Projet Jasper Lake	Total
	Matoush	Extension		Matoush				
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Solde au début de la période	-	-	-	-	-	-	-	-
<b>Additions</b>								
Salaires, experts-conseils et sous-traitants	475 483	1 504	1 489	2 381	194	111 429	592 480	
Entretien des infrastructures, chemins d'accès, parc à carburant et autres	497 621	-	-	-	-	-	497 621	
Forages	(826)	-	-	-	-	130 557	129 731	
Transport et carburant	225 963	-	-	-	-	28 375	254 338	
Service de premiers soins	2 655	-	-	-	-	112	2 767	
Laboratoires et analyses	-	-	-	-	-	5 922	5 922	
Déplacement et hébergement	32 364	-	-	92	-	7 730	40 186	
Coûts reliés à la Commission canadienne de sûreté nucléaire	(142 622)	-	-	-	-	-	(142 622)	
Fournitures et location d'équipement	84 559	-	-	-	-	1 512	86 071	
Frais généraux	69 208	1 962	892	4 077	1 675	686	78 500	
Environnement	34 428	-	-	-	-	72	34 500	
	1 278 833	3 466	2 381	6 550	1 869	286 395	1 579 494	
Crédits d'impôt remboursables relatifs aux ressources	-	-	-	-	-	-	-	-
	1 278 833	3 466	2 381	6 550	1 869	286 395	1 579 494	
Frais d'exploration et d'évaluation présentés à l'état des résultats	(1 278 833)	(3 466)	(2 381)	(6 550)	(1 869)	-	(1 293 099)	
Variation nette	-	-	-	-	-	286 395	286 395	
Solde à la fin de la période	-	-	-	-	-	286 395	286 395	

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Rapport de gestion intermédiaire

30 septembre 2014

### FRAIS D'EXPLORATION ET D'ÉVALUATION ET FOURNITURES D'EXPLORATION

Frais d'exploration et d'évaluation et fournitures d'exploration pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2013	Matoush	Matoush	Eclat	Pacific		Total
	\$	Extension	\$	Bay-	Mistassini	\$
	\$	\$	\$	Matoush	\$	\$
Solde au début de la période	67 814 685	663 891	4 397 255	1 881 763	961 160	75 718 754
<b>Additions</b>						
Salaires, experts-conseils et sous-traitants	1 024 434	4 510	8 173	3 922	1 106	1 042 145
Entretien des infrastructures, chemins d'accès, parc à carburant et autres	820 166	-	-	-	-	820 166
Forages	196 139	954	1 234	(14 040)	(5 418)	178 869
Transport et carburant	61 908	-	-	-	-	61 908
Service de premiers soins	137 377	-	-	-	-	137 377
Déplacement et hébergement	47 542	-	-	-	-	47 542
Coûts reliés à la Commission canadienne de sûreté nucléaire	251 623	-	-	-	-	251 623
Fournitures et location d'équipement	177 763	-	-	-	-	177 763
Entretien d'équipements mobiles	6 745	-	-	-	-	6 745
Frais généraux	180 405	1 905	702	2 161	1 318	186 491
Environnement	41 330	-	-	-	-	41 330
Amortissement des immobilisations corporelles	358 181	-	-	-	-	358 181
	3 303 613	7 369	10 109	(7 957)	(2 994)	3 310 140
Crédits d'impôt remboursables relatifs aux ressources	(686 090)	(2 855)	(3 917)	3 566	1 160	(688 136)
	2 617 523	4 514	6 192	(4 391)	(1 834)	2 622 004
Dépréciation	(68 748 195)	(667 072)	(4 403 017)	(1 883 727)	(961 664)	(76 663 675)
Frais d'exploration et d'évaluation présentés à l'état des résultats	(1 627 074)	(1 333)	(430)	6 355	2 338	(1 620 144)
Variation nette	(67 757 746)	(663 891)	(4 397 255)	(1 881 763)	(961 160)	(75 661 815)
Solde à la fin de la période	56 939	-	-	-	-	56 939

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Rapport de gestion intermédiaire

30 septembre 2014

### INFORMATION FINANCIÈRE SÉLECTIONNÉE ET RÉSULTATS D'EXPLOITATION

	Périodes de trois mois closes les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2014	2013	2014	2013
	\$	\$	\$	\$
<b>Revenus financiers</b>	3 276	1 838	8 392	6 861
<b>Dépenses</b>				
Frais de propriétés minières	-	(3 255)	(34 938)	(3 255)
Frais d'exploration et d'évaluation – net des revenus d'hébergement du camp d'exploration	35 699	(811 398)	(1 062 556)	(1 620 144)
Salaires et charges sociales, consultants et frais professionnels, communications et dépenses promotionnelles et dépenses de bureau	(369 860)	(279 650)	(1 112 236)	(1 009 472)
Charge de désactualisation relative aux billets convertibles et aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles et aux prêts à payer	(829 160)	(696 718)	(2 292 883)	(1 961 967)
Amortissement des immobilisations corporelles	-	-	-	(5 664)
Intérêts débiteurs et frais bancaires	(76 105)	(79 542)	(226 561)	(228 147)
Dépréciation de propriétés minières, frais d'exploration et d'évaluation reportés et immobilisations corporelles	-	-	-	(87 241 070)
Gain sur la cession d'immobilisations corporelles	-	3 043	-	3 043
Gain sur la cession d'actifs détenus en vue de la vente	186 466	-	186 466	-
<b>Recouvrement d'impôts sur les résultats</b>	-	-	47 147	11 125 480
<b>Perte nette</b>	(1 049 684)	(1 865 682)	(4 487 169)	(80 934 335)
<b>Perte nette de base et diluée par action</b>	(0,01)	(0,01)	(0,02)	(0,47)

Au :

	30 septembre 2014	31 décembre 2013
	\$	\$
<b>Actif total</b>	5 631 356	6 292 197
<b>Passif financier non courant</b>		
Prêts à payer	2 988 784	2 981 941
Billets convertibles	8 355 870	6 151 853
	11 344 654	9 133 794

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Rapport de gestion intermédiaire

30 septembre 2014

---

### RÉSULTATS D'EXPLOITATION

La perte nette a diminué pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 30 septembre 2014, pour les raisons suivantes :

Aucune dépréciation n'a été enregistrée pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 30 septembre 2014, alors que la Société avait déprécié ses actifs non financiers au 31 mars 2013. Ses propriétés minières, les frais d'exploration et d'évaluation reportés afférents au projet Matoush et les immobilisations corporelles avaient été dépréciés pour un total de 87 241 070 \$ au 31 mars 2013.

La baisse importante du recouvrement d'impôts sur les résultats pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2014 comparativement à la même période en 2013, est attribuable, en partie, à la dépréciation discutée ci-haut enregistrée au 31 mars 2013. Cette dépréciation avait eu pour impact d'éliminer entièrement le passif d'impôts différés au 31 mars 2013 et un recouvrement d'impôts différés correspondant avait été constaté au cours de la période de trois mois close le 31 mars 2013.

Depuis l'enregistrement de la dépréciation des actifs non financiers de la Société au 31 mars 2013, discutée ci-haut, la Société présente tous ses frais d'exploration et d'évaluation reliés au projet Matoush à l'état consolidé intermédiaire des résultats. Le total de ces frais représente, pour les périodes de trois et de neuf mois closes le 30 septembre 2014, un montant net des revenus d'hébergement, créditeur de 35 699 \$ et de 1 062 556 \$ respectivement, comparativement à un montant de 811 398 \$ et de 1 620 144 \$ respectivement, pour les mêmes périodes en 2013. Il faut mentionner qu'un montant de 267 750 \$, relatif à des revenus d'hébergement au camp Matoush, a été constaté dans les frais d'exploration et d'évaluation pour les périodes de trois et neuf mois closes le 30 septembre 2014, alors qu'aucun revenu de ce type n'avait été comptabilisé pour les mêmes périodes en 2013.

La Société a dégagé un gain au montant de 186 466 \$ lors de la cession d'actifs détenus en vue de la vente ainsi que des coûts de mise hors service de ces actifs assumés par les acquéreurs pour la période de trois mois close le 30 septembre 2014.

La charge de désactualisation relative aux billets convertibles et aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles et aux prêts à payer est en croissance principalement en raison de la désactualisation relative aux billets convertibles qui augmente lorsqu'on s'approche de la date d'échéance des passifs financiers. De plus, ces charges n'ont pas d'impact sur les flux de trésorerie de la Société.

### SITUATION DE TRÉSORERIE ET FINANCEMENT

Le fonds de roulement négatif de la Société s'élevait à 619 183 \$ au 30 septembre 2014 (fonds de roulement positif de 362 496 \$ au 31 décembre 2013), excluant les actifs détenus en vue de la vente, mais incluant la trésorerie de 1 378 138 \$. Ce fonds de roulement comprend 1 080 864 \$ en crédits d'impôt à recevoir au 30 septembre 2014 (1 080 864 \$ au 31 décembre 2013), ainsi que des provisions de 1 830 000 \$ au 30 septembre 2014 (1 830 000 \$ au 31 décembre 2013). La Direction estime que ces fonds ne seront pas suffisants pour permettre à la Société de poursuivre son exploitation. Tout manque à gagner pourrait être pallié de différentes façons à l'avenir, incluant sans s'y limiter, l'émission de nouveaux titres de capitaux propres, de nouvelles mesures de réduction des dépenses ou d'autres mesures. Malgré le fait que la Direction ait réussi à obtenir du financement dans le passé, il n'y a aucune garantie de réussite pour l'avenir et rien ne garantit que ces sources de financement ou ces initiatives seront accessibles à la Société ni qu'elles seront disponibles à des conditions acceptables pour la Société. Si la Direction ne parvenait pas à obtenir de nouveaux fonds, la Société pourrait alors être dans l'incapacité de poursuivre ses activités, et les montants réalisés à titre d'actifs pourraient être moins élevés que les montants inscrits dans les présents états financiers.

Un montant de 1 949 417 \$ a été utilisé pour les activités d'exploitation de la Société au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2014 (457 295 \$ pour la même période en 2013). L'augmentation des fonds utilisés provient, en partie, de la diminution généralisée de la variation des éléments hors caisse du fonds de roulement, au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2014, expliquée principalement par la modification majeure des opérations de la Société, au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2013, étant donné son

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Rapport de gestion intermédiaire

30 septembre 2014

incapacité à pouvoir mener son programme d'exploration souterraine du projet Matoush, ce qui avait causé une hausse des créditeurs et charges à payer et le transfert des fournitures d'exploration dans les frais payés d'avance et autres débiteurs. De plus, un montant nettement inférieur a été encaissé en crédits d'impôt pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2014, comparativement à la même période en 2013.

Les activités d'investissement de la Société correspondent principalement aux fonds utilisés pour des travaux d'exploration et d'évaluation effectués en Saskatchewan, dont le détail est divulgué aux tableaux « Frais d'exploration et d'évaluation et fournitures d'exploration » du présent rapport de gestion. En addition, la Société a utilisé des fonds pour les propriétés minières du projet Jasper Lake, en Saskatchewan, et elle a, par contre, encaissé le produit de la cession d'actifs du camp Matoush, au Québec.

Les activités de financement de la Société, qui ont été réalisées au cours de la période de neuf mois close le 30 septembre 2014, comprennent, d'abord, la clôture d'un placement privé, le 12 juin 2014, avec Sentient IV, un initié, qui est une partie liée avec la Société, sans l'entremise d'un courtier, de l'émission d'actions ordinaires pour un produit brut de 1 400 000 \$. De plus, SeqUr, une filiale de la Société, a clôturé un placement privé, le 12 juin 2014, avec Sentient IV, sans l'entremise d'un courtier, pour l'émission d'actions ordinaires totalisant un produit brut de 100 000 \$. Le 20 mars 2014, la Société a émis 1 288 937 actions ordinaires, à un prix de 0,057 \$ l'action pour un montant total de 73 973 \$, pour le paiement des intérêts trimestriels du prêt de 3 000 000 \$, consenti le 20 décembre 2013 par Sentient IV. Le 20 juin 2014, la Société a émis 1 362 688 actions ordinaires à un prix de 0,056 \$ l'action pour un montant total de 75 616 \$ et, le 22 septembre 2014, la Société a aussi émis 2 107 995 actions ordinaires à un prix de 0,036 \$ l'action pour un montant total de 75 617 \$ pour le paiement des intérêts trimestriels du même prêt de 3 000 000 \$. Il est à noter que les émissions d'actions en paiement des intérêts trimestriels sont sans effet sur la trésorerie.

### DONNÉES FINANCIÈRES TRIMESTRIELLES

Le tableau suivant présente l'information financière choisie pour les huit derniers trimestres. Les montants ont été établis conformément aux IFRS et sont en dollars canadiens.

	30 sept. 2014 (iv)	30 juin 2014 (ii)	31 mars 2014 (ii)	31 déc. 2013 (ii, iii)	30 sept. 2013 (ii)	30 juin 2013 (ii)	31 mars 2013 (i)	31 déc. 2012
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
Produits totaux	3 276	1 590	3 526	14 872	1 838	1 497	3 526	5 324
Résultat (perte) net(te)	(1 049 684)	(1 775 875)	(1 661 610)	1 601 649	(1 865 682)	(1 843 216)	(77 225 437)	(954 906)
Résultat (perte) net(te), attribuable aux actionnaires de la société mère, de base et dilué(e) par action	(0,005)	(0,009)	(0,009)	0,009	(0,011)	(0,011)	(0,460)	(0,006)

- (i) La perte nette résulte de la dépréciation au montant de 87 241 070 \$ des propriétés minières de la Société, des frais d'exploration et d'évaluation reportés et des immobilisations corporelles ainsi que du recouvrement d'impôts différés au montant de 11 038 464 \$.
- (ii) La perte nette plus élevée est attribuable à la présentation, depuis l'enregistrement de la dépréciation des actifs non financiers de la Société, de tous les frais d'exploration et d'évaluation reliés au projet Matoush à l'état des résultats et ces frais représentent un montant de 808 746 \$, 811 398 \$ et 2 391 156 \$ pour les périodes de trois mois closes le 30 juin 2013, le 30 septembre 2013 et le 31 décembre 2013 respectivement, ainsi qu'un montant de 606 844 \$ et 491 411 \$ pour les périodes de trois mois closes le 31 mars 2014 et le 30 juin 2014 respectivement.
- (iii) Le résultat net résulte principalement d'un gain sur l'échange de billets convertibles au montant de 5 125 105 \$.
- (iv) La perte nette inférieure est attribuable, en partie, à des revenus d'hébergement réalisés au camp Matoush pour un montant de 267 750 \$ constatés dans les frais d'exploration et d'évaluation et finalement, au gain dégagé, au montant de 186 466 \$, sur la cession d'actifs du camp Matoush.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Rapport de gestion intermédiaire

30 septembre 2014

---

### ARRANGEMENT HORS BILAN

La Société n'a aucun arrangement hors bilan.

### TRANSACTIONS ENTRE PARTIES LIÉES

#### BBH GÉO-MANAGEMENT INC.

La Société a renouvelé une entente de services, effective le 1<sup>er</sup> août 2014 et en vigueur jusqu'au 31 décembre 2015, avec BBH, une société liée dont un dirigeant et administrateur, monsieur Guy Hébert, est également dirigeant et administrateur de la Société. Aux termes de cette entente, BBH fournit certains services à la Société.

Les frais et les coûts qui sont facturés à la Société par BBH couvrent notamment les services suivants :

- utilisation des locaux et des équipements de BBH pour un montant mensuel de 5 500 \$ qui sera révisé au 1<sup>er</sup> août 2015;
- comptabilité;
- services de consultation, y compris dans le domaine géologique.

Le conseil d'administration de la Société a approuvé l'entente de services avec BBH en l'absence de monsieur Guy Hébert. Les honoraires versés par la Société à BBH pour le personnel de BBH sont équivalents à la rémunération qui serait autrement payée par la Société à une tierce partie non liée dans l'industrie.

La Société et sa filiale ont effectué les transactions suivantes auprès de BBH :

---

	Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2014	2013
	\$	\$
Dépenses d'exploration et d'évaluation capitalisées dans les frais d'exploration et d'évaluation reportés		
Honoraires	38 000	355 000
À l'état des résultats		
Honoraires professionnels	158 000	152 000
Honoraires pour frais d'exploration et d'évaluation	299 000	299 000
Dépenses de bureau	50 000	50 000

---

Au 30 septembre 2014, les créiteurs et les charges à payer comprennent un montant de 79 000 \$ (311 000 \$ au 30 septembre 2013) à payer aux parties liées. Les honoraires chargés par BBH pour les services rendus à la Société et sa filiale par les employés de BBH incluent une prime de 1,85 pour couvrir les avantages sociaux et autres risques assumés par BBH à titre d'employeur. Les factures de BBH sont payables sur réception et portent intérêt à un taux de 5 % l'an.

Toutefois en respectant la clause de non-sollicitation prévue à l'entente de services avec BBH, la Société a pris en considération que lors de l'émission de la licence ou d'autres événements, elle devrait engager des frais et des honoraires pour la sollicitation et l'engagement de personnel, pour la gestion de ses affaires et la réalisation de ses programmes d'exploration et de développement miniers. Ainsi, la Société a convenu d'une entente de transfert de personnel avec BBH, le 8 novembre 2011, effective le 1<sup>er</sup> août 2011 (« entente de transfert »).

Cette entente de transfert prévoit, entre autres, que BBH serait en droit de réclamer des honoraires pour le transfert des employés permanents de BBH à la Société. Dans l'entente de transfert, la Société s'oblige et s'engage à payer BBH pour le transfert de chaque employé permanent, dans les 30 jours suivant leur entrée en fonction auprès de la Société, un honoraire calculé selon un pourcentage de leur rémunération de base payable par la Société.



# RESSOURCES STRATECO INC.

## Rapport de gestion intermédiaire

30 septembre 2014

L'entente de transfert prévoit le transfert éventuel de certains employés permanents de BBH qui pourraient éventuellement devenir des employés de la Société, mais qui sont encore, en date du 5 novembre 2014, des employés de BBH.

### SENTIENT

À la suite des transactions décrites aux notes 10 et 13, dans les états financiers du 31 décembre 2013, Sentient exerce une influence notable sur la Société et est donc une partie liée. Les ententes et les transactions avec Sentient sont divulguées dans les états financiers du 31 décembre 2013 et des états financiers consolidés intermédiaires condensés non audités du 30 septembre 2014 et ne sont donc pas reproduites dans cette section.

Le 3 novembre 2014, la Société a annoncé qu'elle a donné son consentement à une transaction entre Sentient et Toro Energy Limited (« Toro »). La transaction porte, entre autres, sur la vente d'une partie importante de la position de Sentient dans la Société et la totalité de sa position dans SeqUr, en échange d'actions de Toro. Le détail de la transaction est divulgué à la note 11 « Événement postérieur à la date de clôture » des états financiers consolidés intermédiaires condensés non audités du 30 septembre 2014.

### INFORMATION SUR LES ACTIONS EN CIRCULATION

	<b>Au 5 novembre 2014</b>
	<b>Nombre</b>
Actions ordinaires	217 288 117
Options d'achat d'actions	2 758 500
Bons de souscription	1 500 000
	<b>221 546 617</b>

### RISQUES ET INCERTITUDES

Les facteurs de risques sont détaillés dans le rapport de gestion de la Société inclus dans le rapport annuel pour l'exercice terminé au 31 décembre 2013.

### NOUVELLES NORMES COMPTABLES EN VIGUEUR

Les nouvelles normes comptables, en vigueur au cours du trimestre clos le 30 septembre 2014, sont divulguées à la note 2 des états financiers consolidés intermédiaires condensés non audités de la Société.

### ÉVALUATION DU CONTRÔLE INTERNE À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

La Direction maintient un système de contrôle interne à l'égard de l'information financière qui lui fournit l'assurance raisonnable que les actifs sont protégés de toute perte ou d'un usage non autorisé et que l'information financière est fiable et disponible en temps opportun. Le Président et Chef de la direction et le Chef des finances ont aussi conçu ou fait concevoir des contrôles internes de l'information financière afin d'avoir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers sont établis en vue de la publication de l'information financière, conformément aux IFRS.

Il n'est survenu aucun changement important concernant le contrôle interne à l'égard de l'information financière, au cours de la période de trois mois close le 30 septembre 2014, qui a eu ou dont on peut raisonnablement penser qu'il aura une incidence importante sur le contrôle interne à l'égard de l'information financière de la Société (« CIIF »).

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Rapport de gestion intermédiaire

30 septembre 2014

---

### INFORMATION ADDITIONNELLE ET DIVULGATION CONTINUE

Ce rapport de gestion a été préparé le 5 novembre 2014 et est conforme au *Règlement 51-102 sur les obligations d'information continue*, c. V-1.1, r. 24 des Autorités canadiennes en valeurs mobilières. Ce présent rapport de gestion vise à aider le lecteur à comprendre et à évaluer les tendances et les changements d'importance liés aux résultats et à la situation financière de la Société. Il présente le point de vue de la Direction sur les activités courantes de la Société et sur ses résultats financiers courants et passés ainsi qu'un aperçu des activités à venir au cours des prochains mois. La Société divulgue régulièrement de l'information additionnelle par le dépôt de communiqués de presse et autres rapports sur les sites Web de la Société ([www.strateco.ca](http://www.strateco.ca)) et de SEDAR ([www.sedar.com](http://www.sedar.com)).

*(Signé) Guy Hébert*

---

Guy Hébert  
Président et Chef de la direction

*(Signé) Yvon Robert*

---

Yvon Robert  
Chef des finances

**ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS INTERMÉDIAIRES  
CONDENSÉS NON AUDITÉS  
AU 30 SEPTEMBRE 2014  
(en dollars canadiens)**

Les états financiers consolidés intermédiaires condensés ci-joints ont été dressés par la Direction de Ressources Strateco inc. et n'ont pas été examinés par l'auditeur

**RESSOURCES STRATECO INC.**  
**États consolidés intermédiaires de la situation financière**  
(Non audités)

(en dollars canadiens)

	Au 30 septembre 2014 \$	Au 31 décembre 2013 \$
<b>ACTIF</b>		
<b>Actif courant</b>		
Trésorerie	1 378 138	1 843 106
Crédits d'impôt à recevoir	1 080 864	1 080 864
Taxes de vente à recevoir	-	106 261
Frais payés d'avance et autres débiteurs	165 804	105 920
	<u>2 624 806</u>	<u>3 136 151</u>
Actifs détenus en vue de la vente (note 3)	497 584	-
	<u>3 122 390</u>	<u>3 136 151</u>
<b>Actif non courant</b>		
Partie non courante des crédits d'impôt à recevoir	1 650 711	1 856 641
Actifs financiers disponibles à la vente	213 879	93 992
Propriétés minières (note 4)	350 000	100 000
Frais d'exploration et d'évaluation reportés (note 4)	286 395	-
Immobilisations corporelles (note 5)	7 981	1 105 413
<b>Total de l'actif</b>	<u>5 631 356</u>	<u>6 292 197</u>
<b>PASSIF</b>		
<b>Passif courant</b>		
Créditeurs et charges à payer	885 972	928 229
Taxes de vente à payer	52 396	-
Provisions	1 830 000	1 830 000
Partie courante des obligations découlant de contrats de location-financement	2 899	15 426
Partie courante des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles (note 3)	472 722	-
	<u>3 243 989</u>	<u>2 773 655</u>
<b>Passif non courant</b>		
Prêts à payer	2 988 784	2 981 941
Billets convertibles	8 355 870	6 151 853
Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles	1 646 473	2 259 419
<b>Total du passif</b>	<u>16 235 116</u>	<u>14 166 868</u>
<b>CAPITAUX PROPRES (DÉFICIT)</b>		
Capital social	84 830 956	83 238 116
Composante capitaux propres des billets convertibles	4 933 323	4 933 323
Bons de souscription	92 706	439 747
Surplus d'apport	13 365 304	13 065 410
Cumul des autres éléments du résultat global	84 676	(35 211)
Déficit	(113 974 169)	(109 516 056)
	<u>(10 667 204)</u>	<u>(7 874 671)</u>
Participation ne donnant pas le contrôle	63 444	-
<b>Total des capitaux propres (déficit)</b>	<u>(10 603 760)</u>	<u>(7 874 671)</u>
<b>Total du passif et des capitaux propres (déficit)</b>	<u>5 631 356</u>	<u>6 292 197</u>

Continuité d'exploitation (note 1)

Événement postérieur à la date de clôture (note 11)

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires condensés non audités.

**RESSOURCES STRATECO INC.**  
**États consolidés intermédiaires des résultats**  
(Non audités)

(en dollars canadiens)

	Périodes de trois mois closes les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2014	2013	2014	2013
	\$	\$	\$	\$
<b>DÉPENSES</b>				
Frais de propriétés minières (note 8)	-	3 255	34 938	3 255
Frais d'exploration et d'évaluation – net des revenus d'hébergement du camp d'exploration (note 8)	(35 699)	811 398	1 062 556	1 620 144
Frais généraux et administratifs (note 9)	369 860	279 650	1 112 236	1 015 136
Dépréciation de propriétés minières, frais d'exploration et d'évaluation reportés et immobilisations corporelles	-	-	-	87 241 070
Gain sur la cession d'immobilisations corporelles	-	(3 043)	-	(3 043)
Gain sur la cession d'actifs détenus en vue de la vente (note 3)	(186 466)	-	(186 466)	-
<b>Perte d'exploitation</b>	<b>(147 695)</b>	<b>(1 091 260)</b>	<b>(2 023 264)</b>	<b>(89 876 562)</b>
Revenus financiers	(3 276)	(1 838)	(8 392)	(6 861)
Frais financiers				
Charge de désactualisation relative aux billets convertibles	818 844	615 976	2 204 017	1 726 612
Charge de désactualisation relative aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles	8 009	18 148	82 023	53 441
Charge de désactualisation relative aux prêts à payer	2 307	62 594	6 843	181 914
Intérêts et frais bancaires	75 977	79 048	225 894	226 409
Intérêts sur les obligations découlant de contrats de location-financement	128	494	667	1 738
<b>Perte avant impôts sur les résultats</b>	<b>(1 049 684)</b>	<b>(1 865 682)</b>	<b>(4 534 316)</b>	<b>(92 059 815)</b>
Recouvrement d'impôts courants sur les résultats	-	-	-	(87 016)
Recouvrement d'impôts différés	-	-	(47 147)	(11 038 464)
Recouvrement d'impôts sur les résultats	-	-	(47 147)	(11 125 480)
<b>PERTE NETTE</b>	<b>(1 049 684)</b>	<b>(1 865 682)</b>	<b>(4 487 169)</b>	<b>(80 934 335)</b>
Perte nette attribuable :				
Aux actionnaires de la société mère	(1 030 361)	-	(4 458 113)	-
À la participation ne donnant pas le contrôle	(19 323)	-	(29 056)	-
<b>PERTE NETTE ATTRIBUABLE AUX ACTIONNAIRES DE LA SOCIÉTÉ MÈRE PAR ACTION DE BASE ET DILUÉE</b>	<b>(0,01)</b>	<b>(0,01)</b>	<b>(0,02)</b>	<b>(0,47)</b>
<b>NOMBRE MOYEN PONDÉRÉ D'ACTIONNAIRES EN CIRCULATION (en milliers)</b>	<b>215 363</b>	<b>176 688</b>	<b>197 297</b>	<b>170 764</b>

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires condensés non audités.

**RESSOURCES STRATECO INC.**  
**États consolidés intermédiaires du résultat global**  
(Non audités)

(en dollars canadiens)

	Périodes de trois mois closes les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2014	2013	2014	2013
	\$	\$	\$	\$
Perte nette	(1 049 684)	(1 865 682)	(4 487 169)	(80 934 335)
<b>Autres éléments du résultat global pouvant être reclassés en résultat net ultérieurement</b>				
Variation de la juste valeur des instruments disponibles à la vente	24 408	(2 000)	119 887	(12 000)
<b>RÉSULTAT GLOBAL</b>	<b>(1 025 276)</b>	<b>(1 867 682)</b>	<b>(4 367 282)</b>	<b>(80 946 335)</b>
Résultat global attribuable :				
Aux actionnaires de la société mère	(1 005 953)	-	(4 338 226)	-
À la participation ne donnant pas le contrôle	(19 323)	-	(29 056)	-

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires condensés non audités.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Tableaux consolidés intermédiaires des flux de trésorerie

(Non audités)

(en dollars canadiens)

	Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2014	2013
	\$	\$
<b>Flux de trésorerie générés par (affectés aux)</b>		
<b>ACTIVITÉS D'EXPLOITATION</b>		
Perte nette	(4 487 169)	(80 934 335)
Ajustements au titre des éléments suivants :		
Charges de désactualisation	2 292 883	1 961 967
Amortissement des immobilisations corporelles	-	5 664
Dépréciation de propriétés minières, frais d'exploration et d'évaluation reportés et immobilisations corporelles	-	87 241 070
Gain sur la cession d'immobilisation corporelle	-	(3 043)
Gain sur la cession d'actifs détenus en vue de la vente	(186 466)	-
Actions émises comme paiement d'intérêts	225 206	-
Paiements pour obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles	(14 962)	-
Recouvrement d'impôts différés	(47 147)	(11 038 464)
	(2 217 655)	(2 767 141)
Variation des éléments hors caisse du fonds de roulement		
Crédits d'impôt à recevoir	205 930	671 157
Taxes de vente	158 657	266 572
Frais payés d'avance et autres débiteurs	(59 884)	475 486
Créditeurs et charges à payer	(36 465)	896 631
	268 238	2 309 846
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation</b>	<b>(1 949 417)</b>	<b>(457 295)</b>
<b>ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT</b>		
Acquisition de propriétés minières	(250 000)	(6 619)
Augmentation des frais d'exploration et d'évaluation reportés	(276 723)	(2 285 459)
Acquisition d'immobilisations corporelles	-	(154 404)
Produit de la cession d'immobilisations corporelles	-	3 043
Produit de la cession d'actifs détenus en vue de la vente	611 814	-
<b>Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement</b>	<b>85 091</b>	<b>(2 443 439)</b>
<b>ACTIVITÉS DE FINANCEMENT</b>		
Émission de capital social	1 400 000	822 319
Frais d'émission	(7 366)	-
Apport de capital des actionnaires sans contrôle, déduction faite des frais d'émission	100 000	-
Prêt à payer, déduction faite des frais de financement	(80 749)	2 461 436
Paiements sur obligations découlant de contrats de location-financement	(12 527)	(11 456)
<b>Flux de trésorerie liés aux activités de financement</b>	<b>1 399 358</b>	<b>3 272 299</b>
<b>VARIATION NETTE DE LA TRÉSORERIE</b>	<b>(464 968)</b>	<b>371 565</b>
Trésorerie au début de la période	1 843 106	429 254
<b>TRÉSORERIE À LA FIN DE LA PÉRIODE</b>	<b>1 378 138</b>	<b>800 819</b>
<b>Opérations de trésorerie</b>		
Intérêts reçus	8 392	6 861
Intérêts payés	1 510	59 488

Informations supplémentaires sur les flux de trésorerie (note 10)

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires condensés non audités.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## États consolidés intermédiaires des variations des capitaux propres (déficit)

Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2014 et 2013

(Non audités)

(en dollars canadiens)

	Attribuable aux actionnaires de la société mère								Participation ne donnant pas le contrôle	Total des capitaux propres (déficit)
	Nombre d'actions ordinaires en circulation	Capital social	Composante capitaux propres des billets convertibles	Bons de souscription	Surplus d'apport	Cumul des autres éléments du résultat global	Déficit	Total		
		\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Solde au 1<sup>er</sup> janvier 2013</b>	<b>167 753 181</b>	<b>82 551 146</b>	<b>4 933 323</b>	<b>2 575 671</b>	<b>11 229 519</b>	<b>(30 000)</b>	<b>(30 183 370)</b>	<b>71 076 289</b>	-	<b>71 076 289</b>
Perte nette	-	-	-	-	-	-	(80 934 335)	(80 934 335)	-	(80 934 335)
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	-	(12 000)	-	(12 000)	-	(12 000)
<b>Résultat global</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>(12 000)</b>	<b>(80 934 335)</b>	<b>(80 946 335)</b>	<b>-</b>	<b>(80 946 335)</b>
Placement privé	16 446 389	822 319	-	-	-	-	-	822 319	-	822 319
Frais d'émission	-	(26 734)	-	-	-	-	-	(26 734)	-	(26 734)
En contrepartie des frais d'émission	328 927	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Expiration des bons de souscription, déduction faite des impôts de 292 154 \$	-	-	-	(2 077 350)	1 785 196	-	-	(292 154)	-	(292 154)
<b>Solde au 30 septembre 2013</b>	<b>184 528 497</b>	<b>83 346 731</b>	<b>4 933 323</b>	<b>498 321</b>	<b>13 014 715</b>	<b>(42 000)</b>	<b>(111 117 705)</b>	<b>(9 366 615)</b>	<b>-</b>	<b>(9 366 615)</b>
<b>Solde au 1<sup>er</sup> janvier 2014</b>	<b>184 528 497</b>	<b>83 238 116</b>	<b>4 933 323</b>	<b>439 747</b>	<b>13 065 410</b>	<b>(35 211)</b>	<b>(109 516 056)</b>	<b>(7 874 671)</b>	<b>-</b>	<b>(7 874 671)</b>
Perte nette	-	-	-	-	-	-	(4 458 113)	(4 458 113)	(29 056)	(4 487 169)
Autres éléments du résultat global	-	-	-	-	-	119 887	-	119 887	-	119 887
<b>Résultat global</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>119 887</b>	<b>(4 458 113)</b>	<b>(4 338 226)</b>	<b>(29 056)</b>	<b>(4 367 282)</b>
Placement privé (note 6)	28 000 000	1 400 000	-	-	-	-	-	1 400 000	-	1 400 000
Frais d'émission (note 6)	-	(32 366)	-	-	-	-	-	(32 366)	-	(32 366)
Investissement dans la filiale par un actionnaire sans contrôle, déduction faite des frais d'émission (note 6)	-	-	-	-	-	-	-	-	92 500	92 500
Actions émises en contrepartie des intérêts sur les prêts à payer (note 6)	4 759 620	225 206	-	-	-	-	-	225 206	-	225 206
Expiration des bons de souscription, déduction faite des impôts de 47 147 \$	-	-	-	(347 041)	299 894	-	-	(47 147)	-	(47 147)
<b>Solde au 30 septembre 2014</b>	<b>217 288 117</b>	<b>84 830 956</b>	<b>4 933 323</b>	<b>92 706</b>	<b>13 365 304</b>	<b>84 676</b>	<b>(113 974 169)</b>	<b>(10 667 204)</b>	<b>63 444</b>	<b>(10 603 760)</b>

Les notes annexes font partie intégrante des présents états financiers consolidés intermédiaires condensés non audités.



# RESSOURCES STRATECO INC.

## Notes annexes condensées aux états financiers consolidés intermédiaires

Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2014 et 2013

(Non audités)

---

(en dollars canadiens)

### 1. STATUTS, NATURE DES ACTIVITÉS ET CONTINUITÉ DE L'EXPLOITATION

Ressources Strateco inc. (la « Société ») constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions*, se spécialise dans l'acquisition, l'exploration, l'évaluation et le développement de propriétés minières. Au 30 septembre 2014, la Société a pour objectifs le développement de nouvelles propriétés uranifères en Saskatchewan, le maintien de certaines installations du camp Matoush au Québec, qui est au stade de fermeture temporaire, et l'acquiescement des dépenses essentielles à la viabilité du projet Matoush. Le siège social, qui est aussi l'établissement principal, est situé au 1225, rue Gay-Lussac, Boucherville, Québec, J4B 7K1, Canada. Les actions ordinaires de la Société sont cotées à la Bourse de Toronto TSX.

La Société n'a pas encore déterminé si les propriétés minières renferment des réserves de minerai pouvant être exploitées économiquement. La récupération du coût des propriétés minières dépend de la capacité de la Société à obtenir du financement nécessaire pour poursuivre l'exploration, l'évaluation, le développement de ses biens et éventuellement, la construction et la mise en production commerciale.

Les états financiers consolidés intermédiaires condensés non audités ci-joints ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »), applicables à une société en continuité d'exploitation, qui considère la réalisation des actifs et le règlement des passifs dans le cours normal des affaires à mesure qu'ils arrivent à échéance. Dans son évaluation visant à déterminer si l'hypothèse de continuité d'exploitation est appropriée, la Direction tient compte de toutes les données disponibles concernant l'avenir, qui représente au moins, sans s'y limiter, les douze mois suivant la fin de la période de présentation. La Direction est consciente, en faisant cette évaluation, qu'il existe des incertitudes importantes en lien avec des événements et des conditions et un doute important quant à la capacité de la Société d'assurer la continuité de son exploitation et, par conséquent, la pertinence de l'utilisation des IFRS applicables à une société en continuité d'exploitation, tels qu'ils sont décrits dans le paragraphe suivant. Ces états financiers consolidés intermédiaires condensés non audités ne reflètent pas les ajustements à la valeur comptable des actifs et des passifs, aux dépenses et aux classifications de l'état consolidé de la situation financière qui seraient nécessaires si l'hypothèse de continuité d'exploitation s'avérait inappropriée. Ces ajustements pourraient être importants.

Pour la période de neuf mois close le 30 septembre 2014, la Société a enregistré une perte nette de 4 487 169 \$ et a accumulé un déficit de 113 974 169 \$ au 30 septembre 2014. Outre les besoins habituels de fonds de roulement, la Société doit obtenir les fonds qui lui permettront de respecter ses obligations et ses engagements et de payer ses frais généraux et ses frais d'administration. Au 30 septembre 2014, la Société disposait d'un fonds de roulement négatif de 619 183 \$, excluant les actifs détenus en vue de la vente, mais incluant la trésorerie de 1 378 138 \$. La Direction estime que ces fonds ne seront pas suffisants pour permettre à la Société de poursuivre son exploitation. Tout manque à gagner pourrait être pallié de différentes façons à l'avenir, incluant, sans s'y limiter, l'émission de nouveaux titres de capitaux propres, de nouvelles mesures de réduction des dépenses ou d'autres mesures. Malgré le fait que la Direction ait réussi à obtenir du financement dans le passé, il n'y a aucune garantie de réussite pour l'avenir, et rien ne garantit que ces sources de financement ou ces initiatives seront accessibles à la Société ni qu'elles seront disponibles à des conditions acceptables pour la Société. Si la Direction ne parvenait pas à obtenir de nouveaux fonds, la Société pourrait alors être dans l'incapacité de poursuivre ses activités, et les montants réalisés à titre d'actifs pourraient être moins élevés que les montants inscrits dans les présents états financiers consolidés intermédiaires condensés non audités.

L'exercice financier de la Société se termine le 31 décembre. Les présents états financiers consolidés intermédiaires condensés non audités ont été approuvés par le conseil d'administration le 5 novembre 2014 en vue de leur publication.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Notes annexes condensées aux états financiers consolidés intermédiaires

Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2014 et 2013

(Non audités)

---

(en dollars canadiens)

### 2. BASE DE PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ET NOUVELLES NORMES COMPTABLES EN VIGUEUR

Ces états financiers consolidés intermédiaires condensés non audités ont été préparés conformément aux IFRS telles que publiées par le Bureau international des normes comptables (l'International Accounting Standards Board ou « IASB ») applicables à la préparation d'états financiers intermédiaires, y compris la norme IAS 34, *Information financière intermédiaire*. Les états financiers consolidés intermédiaires condensés non audités doivent être lus en conjonction avec les états financiers annuels audités de la Société pour l'exercice terminé le 31 décembre 2013, qui ont été préparés conformément aux IFRS publiées par l'IASB.

Les méthodes comptables appliquées dans les présents états financiers consolidés intermédiaires condensés non audités sont cohérentes avec celles de l'exercice précédent, exception faite de ce qui est décrit ci-après.

#### CHANGEMENTS DE MÉTHODES COMPTABLES

La Société a adopté l'IFRIC 21, *Droits ou taxes* au 1<sup>er</sup> janvier 2014. L'IFRIC 21 fournit des indications sur la comptabilisation des droits ou des taxes conformément à la norme IAS 37, *Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels*. L'interprétation définit un droit ou une taxe comme une sortie d'une entité imposée par un gouvernement, conformément à la législation, et confirme que l'entité comptabilise un passif pour un droit ou une taxe uniquement lorsque l'événement déclencheur spécifié dans la législation se produit. L'adoption d'IFRIC 21 ne requiert aucun ajustement au 1<sup>er</sup> janvier 2014.

#### Actifs détenus en vue de la vente

Les actifs non courants, ou les groupes détenus en vue de la vente comprenant des actifs et des passifs, qui devraient être recouvrables principalement par le biais de la vente plutôt que par une utilisation continue, sont classés comme détenus en vue de la vente. Immédiatement avant leur classement comme détenus en vue de la vente, les actifs, ou les composantes d'un groupe détenu en vue de la vente, sont réévalués au plus faible de leur valeur comptable et de leur juste valeur diminuée des coûts de la vente, à l'exception des actifs financiers et des actifs d'impôt différé, qui continuent d'être évalués selon les méthodes comptables de la Société. Les pertes de la valeur issues du classement initial comme actifs détenus en vue de la vente ainsi que les profits et les pertes subséquents à la réévaluation sont comptabilisés dans le résultat net. Les profits ultérieurs ne sont pas comptabilisés en excédent de toute perte de valeur cumulée passée. La Société présente les actifs détenus en vue de la vente séparément de ses autres actifs et de ses passifs directement liés aux actifs détenus en vue de la vente. Les passifs liés aux actifs détenus en vue de la vente sont présentés séparément des autres passifs de la Société.

En janvier 2014, la Société a incorporé sa filiale en propriété inclusive à cette date, Exploration SeqUr inc. (« SeqUr »), constituée en vertu de la *Loi canadienne sur les sociétés par actions* et se spécialisant dans l'acquisition, l'exploration et l'évaluation de propriétés minières. Suite à la création de sa filiale, la Société a adopté les méthodes comptables suivantes :

#### Consolidation

Les états financiers consolidés intermédiaires de la Société intègrent les états financiers de Ressources Strateco inc. et ceux de sa filiale SeqUr, détenue à 75 %. Les transactions, les soldes et les gains et pertes latents intragroupes sont éliminés lors de la consolidation.

La filiale est une entité que la Société contrôle. La Société contrôle une entité lorsque le groupe est exposé ou a droit à des rendements variables de par sa participation dans l'entité et a la capacité d'affecter ces rendements en exerçant son pouvoir sur l'entité. Les comptes de sa filiale sont intégralement consolidés à compter de la date à laquelle la Société obtient le contrôle, et ils cessent de l'être à compter de la date à laquelle la Société cesse d'avoir ce contrôle. Les conventions comptables de la filiale sont conformes aux conventions adoptées par la Société.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Notes annexes condensées aux états financiers consolidés intermédiaires

Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2014 et 2013

(Non audités)

---

(en dollars canadiens)

### 2. BASE DE PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS ET NOUVELLES NORMES COMPTABLES EN VIGUEUR (suite)

#### Participation ne donnant pas le contrôle

Une participation ne donnant pas le contrôle représente une participation dans le capital-actions d'une filiale détenue par une entité externe. La quote-part de l'actif net de la filiale attribuable à la participation ne donnant pas le contrôle est présentée comme une composante des capitaux propres. Sa quote-part de la perte nette et du résultat global est comptabilisée directement dans les capitaux propres même si le solde des résultats des participations ne donnant pas le contrôle est déficitaire. La Société traite les transactions conclues avec les détenteurs de participations ne donnant pas le contrôle sur la même base que les transactions conclues avec les détenteurs des titres de capitaux propres. Les changements dans la filiale qui n'entraînent pas une perte de contrôle sont comptabilisés comme des transactions portant sur les capitaux propres.

### 3. FERMETURE TEMPORAIRE DU CAMP MATOUSH

#### Actifs détenus en vue de la vente

Le 12 juin 2014, la Société a annoncé qu'elle procédait à la fermeture temporaire de son camp Matoush, situé dans les monts Otish au nord du Québec. Cette décision fait partie d'un plan de réduction de coûts qu'a dû implanter la Société en raison du refus du gouvernement du Québec d'accorder le dernier certificat d'autorisation nécessaire pour entamer la phase d'exploration avancée du projet Matoush.

La Société a donc établi un plan pour vendre ses bâtiments, infrastructures et équipements liés au camp Matoush. Étant donné ce plan pour vendre ces actifs liés au camp Matoush, la Société a classé la valeur recouvrable estimée de ses actifs comme actifs détenus en vue de la vente présentés dans la section d'actif courant. La valeur recouvrable des actifs est sa juste valeur, diminuée des coûts de sortie. Aucune perte de valeur n'a été constatée à la suite de la réévaluation au 12 juin, 30 juin et 30 septembre 2014. La Société a disposé d'actifs détenus en vue de la vente d'une valeur comptable de 599 848 \$ pour un produit de disposition de 611 814 \$ réalisant ainsi un gain de 11 966 \$ lors de la cession. Par ailleurs, les acquéreurs ont assumé certains travaux liés à la mise hors service de ces actifs résultant en un gain sur disposition total de 186 466 \$ pour la période de trois mois close le 30 septembre 2014.

La Société a réalisé la vente, après le 30 septembre 2014, d'une autre partie des actifs détenus en vue de la vente pour un montant de 313 800 \$.

#### Obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles

Au 30 juin 2014, étant donné l'annonce de procéder à la fermeture temporaire du camp Matoush ainsi que l'établissement d'un plan pour vendre ses bâtiments, infrastructures et équipements, la Société a reclassé comme passif courant la valeur estimée des obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles liées à ses actifs, car la Société prévoit effectuer les travaux et déboursés nécessaires afin de régler ses obligations reliées à ces actifs au cours des douze prochains mois. Pour la période de trois mois close le 30 septembre 2014, la Société a réalisé pour 47 747 \$ de travaux nécessaires afin de régler ses obligations reliées à ces actifs. De plus, pour la même période, les acquéreurs de ces actifs ont assumé les travaux nécessaires afin de régler ses obligations reliées à ces actifs. Un montant de 174 500 \$ a donc été comptabilisé comme gain sur la cession d'actifs détenus en vue de la vente étant donné que ces frais ont été assumés par les acquéreurs. Concernant les travaux de réhabilitation et de restauration nécessaires pour les actifs non inclus dans le plan de vente, la Société a conservé l'obligation dans le passif non courant et estime toujours que 2017 sera l'année prévue de ces travaux.

## RESSOURCES STRATECO INC.

### Notes annexes condensées aux états financiers consolidés intermédiaires

Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2014 et 2013

(Non audités)

(en dollars canadiens)

#### 4. PROPRIÉTÉS MINIÈRES ET FRAIS D'EXPLORATION ET D'ÉVALUATION (« E&É ») REPORTÉS

Saskatchewan		31 décembre 2013	Additions	30 septembre 2014
Propriétés minières	Intérêt			
		\$	\$	\$
Projet Jasper Lake	Option de 49 %	100 000	250 000	350 000

Frais d'E&É reportés	31 décembre 2013	Additions	30 septembre 2014
	\$	\$	\$
Projet Jasper Lake	-	286 395	286 395

#### 5. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Bâtiments et infrastructures	Véhicules et matériel roulant	Équipement	Total (i)
	\$	\$	\$	\$
<b>Période de neuf mois close le 30 septembre 2014</b>				
Valeur comptable nette au début de la période	976 914	32 702	95 797	1 105 413
Transfert aux actifs détenus en vue de la vente (note 3)	(976 914)	(32 702)	(87 816)	(1 097 432)
Valeur comptable nette à la fin de la période	-	-	7 981	7 981
<b>Au 30 septembre 2014</b>				
Coût	5 980 443	-	153 371	6 133 814
Charges d'amortissement cumulé	(2 891 615)	-	(129 951)	(3 021 566)
Dépréciation cumulée	(3 088 828)	-	(15 439)	(3 104 267)
Valeur comptable nette	-	-	7 981	7 981

(i) Toutes les immobilisations corporelles sont situées au Québec, Canada.

#### 6. CAPITAUX PROPRES

##### CAPITAL SOCIAL

Le 20 mars 2014, la Société a émis 1 288 937 actions ordinaires à un prix de 0,057 \$ l'action pour un montant total de 73 973 \$ pour le paiement des intérêts trimestriels du prêt de 3 000 000 \$, consenti le 20 décembre 2013 par Sentient Executive GP IV, Limited (« Sentient IV »), faisant partie du Groupe Sentient, qui est une partie liée avec la Société. Le 20 juin 2014, la Société a émis 1 362 688 actions ordinaires à un prix de 0,056 \$ l'action pour un montant total de 75 616 \$ et, le 22 septembre 2014, la Société a aussi émis 2 107 995 actions ordinaires à un prix de 0,036 \$ l'action pour un montant total de 75 617 \$ pour le paiement des intérêts trimestriels du même prêt de 3 000 000 \$.

# RESSOURCES STRATECO INC.

## Notes annexes condensées aux états financiers consolidés intermédiaires

Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2014 et 2013

(Non audités)

(en dollars canadiens)

### 6. CAPITAUX PROPRES (suite)

Le 12 juin 2014, la Société a clôturé un placement privé avec Sentient IV, qui est une partie liée avec la Société, sans l'entremise d'un courtier, totalisant 28 000 000 actions ordinaires à un prix de 0,05 \$ l'action pour un produit brut de 1 400 000 \$. En lien avec ce financement, la Société a engagé des honoraires et des frais d'émission totalisant 32 366 \$ qui ont été portés au capital social.

De plus, SeqUr, une filiale de la Société, a clôturé le même jour un placement privé avec Sentient IV, sans l'entremise d'un courtier, totalisant 5 000 000 actions ordinaires à un prix de 0,02 \$ l'action pour un produit brut de 100 000 \$. En lien avec ce financement, SeqUr a engagé des honoraires totalisant 7 500 \$ qui ont été portés à la participation ne donnant pas le contrôle. La Société détient maintenant 75 % de la filiale.

### 7. INSTRUMENTS FINANCIERS – JUSTE VALEUR

Le tableau qui suit résume la hiérarchie des justes valeurs selon laquelle les instruments financiers de la Société sont évalués.

- Le premier niveau comprend des prix cotés (non rajustés) dans des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques : – actifs financiers disponibles à la vente (société d'exploration minière – Pacific Bay);
- Le deuxième niveau comprend des données qui sont observables, autres que les prix cotés inclus au premier niveau : – néant;
- Le troisième niveau comprend des données qui ne sont pas basées sur des données de marché observables : – actifs financiers disponibles à la vente (société d'exploration minière – Métaux Stratégiques).

La juste valeur estimative est établie à la date de l'état consolidé de la situation financière en fonction de l'information pertinente sur le marché et d'autres renseignements sur les instruments financiers.

Les instruments financiers de la Société, au 30 septembre 2014, se composent de trésorerie, d'actifs financiers disponibles à la vente, de créditeurs et de charges à payer, de prêts à payer, d'obligations découlant de contrats de location-financement et de billets convertibles. La juste valeur de ces instruments financiers est divulguée ci-dessous et se rapproche de la valeur comptable en raison de leur courte maturité et des taux d'intérêt du marché, à l'exception du prêt à payer et des billets convertibles.

	30 septembre 2014		31 décembre 2013	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
	\$	\$	\$	\$
<b>Actifs financiers</b>				
Trésorerie	1 378 138	1 378 138	1 843 106	1 843 106
Actifs financiers disponibles à la vente	213 879	213 879	93 992	93 992
<b>Passifs financiers</b>				
Créditeurs et charges à payer	885 972	885 972	928 229	928 229
Obligations découlant de contrats de location-financement	2 899	2 899	15 426	15 426
Prêts à payer	2 988 784	3 000 000	2 981 941	3 000 000
Billets convertibles	8 355 870	8 411 519	6 151 853	6 211 090

## RESSOURCES STRATECO INC.

### Notes annexes condensées aux états financiers consolidés intermédiaires

Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2014 et 2013

(Non audités)

(en dollars canadiens)

#### 8. FRAIS DE PROPRIÉTÉS MINIÈRES ET D'E&É

Frais de propriétés minières	Intérêt	Périodes de trois mois closes le 30 septembre		Périodes de neuf mois closes le 30 septembre	
		2014	2013	2014	2013
		Total	Total	Total	Total
		\$	\$	\$	\$
<b>Projet Matoush</b>					
Matoush	100 %	-	-	55	-
Matoush Extension	100 %	-	597	19 024	597
Eclat	100 %	-	-	4 928	-
Pacific Bay-Matoush	60 %	-	-	11 094	-
<b>Autre projet</b>					
Mistassini	60 %	-	2 658	(163)	2 658
		-	3 255	34 938	3 255

Frais d'E&É	Période de trois mois close le 30 septembre 2014				Période de neuf mois close le 30 septembre 2014			
	Additions	Crédits d'impôt, net	Revenus d'hébergement du camp d'exploration	Total	Additions	Crédits d'impôt, net	Revenus d'hébergement du camp d'exploration	Total
\$								
<b>Projet Matoush</b>								
Matoush	226 564	-	(267 750)	(41 186)	1 287 850	-	(267 750)	1 020 100
Matoush Extension	451	-	-	451	3 466	-	-	3 466
Eclat	391	-	-	391	2 381	-	-	2 381
Pacific Bay-Matoush	1 783	-	-	1 783	6 550	-	-	6 550
<b>Autres projets</b>								
Mistassini	-	-	-	-	1 869	-	-	1 869
Prospection - frais généraux d'exploration	2 862	-	-	2 862	28 190	-	-	28 190
	232 051	-	(267 750)	(35 699)	1 330 306	-	(267 750)	1 062 556

Frais d'E&É	Période de trois mois close le 30 septembre 2013			Période de neuf mois close le 30 septembre 2013		
	Additions	Crédits d'impôt, net	Total	Additions	Crédits d'impôt, net	Total
	\$	\$	\$	\$	\$	\$
<b>Projet Matoush</b>						
Matoush	810 154	-	810 154	1 856 338	(229 264)	1 627 074
Matoush Extension	-	-	-	2 176	(843)	1 333
Eclat	-	-	-	702	(272)	430
Pacific Bay Matoush	1 244	-	1 244	(11 164)	4 809	(6 355)
<b>Autre projet</b>						
Mistassini	-	-	-	(3 817)	1 479	(2 338)
	811 398	-	811 398	1 844 235	(224 091)	1 620 144

## RESSOURCES STRATECO INC.

### Notes annexes condensées aux états financiers consolidés intermédiaires

Pour les périodes de neuf mois closes les 30 septembre 2014 et 2013

(Non audités)

(en dollars canadiens)

#### 9. FRAIS GÉNÉRAUX ET ADMINISTRATIFS

	Périodes de trois mois closes les 30 septembre		Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2014	2013	2014	2013
	\$	\$	\$	\$
Salaires et charges sociales	212 993	144 149	558 613	468 213
Consultants et frais professionnels	115 627	70 787	340 539	283 841
Communications et dépenses promotionnelles	12 548	11 723	121 107	130 200
Dépenses de bureau	28 692	52 991	91 977	127 218
Amortissement des immobilisations corporelles	-	-	-	5 664
	<b>369 860</b>	<b>279 650</b>	<b>1 112 236</b>	<b>1 015 136</b>

#### 10. INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE

	Périodes de neuf mois closes les 30 septembre	
	2014	2013
	\$	\$
<b>Opérations sans effet sur la trésorerie</b>		
Frais d'E&É reportés inclus dans les créditeurs et charges à payer	88 324	393 987
Frais d'obligations liées à la mise hors service d'immobilisations corporelles inclus dans les créditeurs et charges à payer	32 785	-
Frais d'émission d'actions inclus dans les créditeurs et charges à payer	32 500	26 734
Acquisitions d'immobilisations corporelles incluses dans les créditeurs et charges à payer	-	12 650
Crédits d'impôt à recevoir présentés en réduction des frais d'E&É reportés	-	464 045
Amortissement d'immobilisations corporelles inclus dans les frais d'E&É reportés	-	358 181
Actions émises comme paiement d'intérêts sur le prêt à payer	225 206	-
Actions émises comme frais d'émission d'actions, déduction faite de l'impact fiscal de 0 \$	-	16 446

#### 11. ÉVÉNEMENT POSTÉRIEUR À LA DATE DE CLÔTURE

Le 3 novembre 2014, la Société a annoncé qu'elle a donné son consentement à une transaction entre le Groupe Sentient (« Sentient ») et Toro Energy Limited (« Toro »), une compagnie publique australienne ayant des projets d'exploration uranifères en Australie. La transaction porte, entre autres, sur la vente d'une partie importante de la position de Sentient dans la Société et la totalité de sa position dans SeqUr, en échange d'actions de Toro.

Toro a acquis de Sentient 43 000 000 d'actions ordinaires de la Société ou 19,79 % des actions émises de la Société, 14 105 000 \$ de billets convertibles garantis émis par la Société, 3 000 000 \$ d'un prêt garanti d'une hypothèque de premier rang de la Société et 5 000 000 d'actions ordinaires de SeqUr, représentant 25 % des actions émises de SeqUr.

Après la transaction, Sentient, qui détenait 27,13 % du capital social de la Société, retient une participation de 7,34 % dans le capital social de la Société et détient 800 billets convertibles, représentant une somme de 800 000 \$ garantie par une hypothèque sur les actifs de la Société.

## ANNEXE 52-109A2 ATTESTATION DES DOCUMENTS INTERMÉDIAIRES

### ATTESTATION COMPLÈTE

Je soussigné, *Guy Hébert, président et chef de la direction de Ressources Strateco inc.*, atteste ce qui suit :

**1. Examen :** J'ai examiné le rapport financier intermédiaire et le rapport de gestion intermédiaire (collectivement, les « documents intermédiaires ») de *Ressources Strateco inc.* (l'« émetteur ») pour la période intermédiaire terminée le *30 septembre 2014*.

**2. Aucune information fausse ou trompeuse :** À ma connaissance et avec la diligence raisonnable dont j'ai fait preuve, les documents intermédiaires ne contiennent pas d'information fausse ou trompeuse concernant un fait important ni n'omettent de fait important devant être déclaré ou nécessaire à une déclaration non trompeuse compte tenu des circonstances dans lesquelles elle a été faite, pour la période visée par les documents intermédiaires.

**3. Image fidèle :** À ma connaissance et avec la diligence raisonnable dont j'ai fait preuve, le rapport financier intermédiaire et les autres éléments d'information financière présentés dans les documents intermédiaires donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'émetteur, aux dates de clôture des périodes présentées dans ses documents intermédiaires, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour ces périodes.

**4. Responsabilité :** Le ou les autres dirigeants signataires de l'émetteur et moi-même avons la responsabilité d'établir et de maintenir pour l'émetteur les contrôles et procédures de communication de l'information (CPCI) et le contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF), au sens du Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs (c. V-1.1, r. 27).

**5. Conception :** Sous réserve des limitations indiquées, le cas échéant, aux paragraphes 5.2 et 5.3, le ou les autres dirigeants signataires de l'émetteur et moi-même, à la clôture de la période visée par les documents intermédiaires, avons fait ce qui suit :

a) conçu ou fait concevoir sous notre supervision des CPCI pour fournir l'assurance raisonnable que :

i) l'information importante relative à l'émetteur nous est communiquée par d'autres personnes, en particulier pendant la période où les documents intermédiaires sont établis;

ii) l'information qui doit être présentée par l'émetteur dans ses documents annuels, ses documents intermédiaires ou d'autres rapports qu'il dépose ou transmet en vertu de la législation en valeurs mobilières, est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par cette législation;

b) conçu ou fait concevoir sous notre supervision le CIIF pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux PCGR de l'émetteur.

**5.1. Cadre de contrôle :** Le cadre de contrôle utilisé par le ou les autres dirigeants signataires de l'émetteur et moi-même pour concevoir le CIIF est *Internal Control – Integrated Framework* (cadre COSO), publié par *The Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission* (COSO).



5.2. *s.o.*

5.3. *s.o.*

6. *Communication des modifications du CIIF* : L'émetteur a présenté dans son rapport de gestion intermédiaire toute modification apportée au CIIF au cours de la période commençant le *1<sup>er</sup> juillet 2014* et se terminant le *30 septembre 2014* qui a eu, ou est raisonnablement susceptible d'avoir, une incidence importante sur le CIIF.

Date: *11 novembre 2014*

(signé) **Guy Hébert**

---

**Président et chef de la direction**

## ANNEXE 52-109A2 ATTESTATION DES DOCUMENTS INTERMÉDIAIRES

### ATTESTATION COMPLÈTE

Je soussigné, *Yvon Robert, chef des finances de Ressources Strateco inc.*, atteste ce qui suit :

**1. Examen :** J'ai examiné le rapport financier intermédiaire et le rapport de gestion intermédiaire (collectivement, les « documents intermédiaires ») de *Ressources Strateco inc.* (l'« émetteur ») pour la période intermédiaire terminée le *30 septembre 2014*.

**2. Aucune information fausse ou trompeuse :** À ma connaissance et avec la diligence raisonnable dont j'ai fait preuve, les documents intermédiaires ne contiennent pas d'information fausse ou trompeuse concernant un fait important ni n'omettent de fait important devant être déclaré ou nécessaire à une déclaration non trompeuse compte tenu des circonstances dans lesquelles elle a été faite, pour la période visée par les documents intermédiaires.

**3. Image fidèle :** À ma connaissance et avec la diligence raisonnable dont j'ai fait preuve, le rapport financier intermédiaire et les autres éléments d'information financière présentés dans les documents intermédiaires donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de l'émetteur, aux dates de clôture des périodes présentées dans ses documents intermédiaires, ainsi que de sa performance financière et de ses flux de trésorerie pour ces périodes.

**4. Responsabilité :** Le ou les autres dirigeants signataires de l'émetteur et moi-même avons la responsabilité d'établir et de maintenir pour l'émetteur les contrôles et procédures de communication de l'information (CPCI) et le contrôle interne à l'égard de l'information financière (CIIF), au sens du Règlement 52-109 sur l'attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs (c. V-1.1, r. 27).

**5. Conception :** Sous réserve des limitations indiquées, le cas échéant, aux paragraphes 5.2 et 5.3, le ou les autres dirigeants signataires de l'émetteur et moi-même, à la clôture de la période visée par les documents intermédiaires, avons fait ce qui suit :

a) conçu ou fait concevoir sous notre supervision des CPCI pour fournir l'assurance raisonnable que :

i) l'information importante relative à l'émetteur nous est communiquée par d'autres personnes, en particulier pendant la période où les documents intermédiaires sont établis;

ii) l'information qui doit être présentée par l'émetteur dans ses documents annuels, ses documents intermédiaires ou d'autres rapports qu'il dépose ou transmet en vertu de la législation en valeurs mobilières, est enregistrée, traitée, condensée et présentée dans les délais prescrits par cette législation;

b) conçu ou fait concevoir sous notre supervision le CIIF pour fournir l'assurance raisonnable que l'information financière est fiable et que les états financiers ont été établis, aux fins de publication de l'information financière, conformément aux PCGR de l'émetteur.

**5.1. Cadre de contrôle :** Le cadre de contrôle utilisé par le ou les autres dirigeants signataires de l'émetteur et moi-même pour concevoir le CIIF est *Internal Control – Integrated Framework* (cadre COSO), publié par *The Committee of Sponsoring Organizations of the Treadway Commission* (COSO).

5.2. *s.o.*

5.3. *s.o.*

6. *Communication des modifications du CIIF* : L'émetteur a présenté dans son rapport de gestion intermédiaire toute modification apportée au CIIF au cours de la période commençant le *1<sup>er</sup> juillet 2014* et se terminant le *30 septembre 2014* qui a eu, ou est raisonnablement susceptible d'avoir, une incidence importante sur le CIIF.

Date: *11 novembre 2014*

(signé) Yvon Robert

---

Chef des finances

## INFORMATIONS GÉNÉRALES

### ADMINISTRATEURS

**Guy Hébert**

Boucherville (Québec)  
Président et chef de la direction  
Ressources Strateco inc.

**Jean-Pierre Lachance**

St-Hubert (Québec)  
Vice-président exécutif & exploration & relations avec les communautés  
Ressources Strateco inc.

**Jean-Guy Masse\***

Montréal (Québec)  
Président  
Gestion Métaux Précieux Northern Inc.

**Robert Desjardins\***

Montréal (Québec)  
Président  
Robert G. Desjardins et Associés inc.

\* Membre du comité d'audit

**Marcel Bergeron\***

Montréal (Québec)  
Consultant financier

**Paul-Henri Couture\***

Laval (Québec)  
Minvest Capital

**Henri Lanctôt**

Ville Mont-Royal (Québec)

**Charles Riopel**

Brossard (Québec)  
The Sentient Group

### MEMBRES DE LA HAUTE DIRECTION

**Guy Hébert, Bsc géo, M.B.A.**

Président et chef de la direction

**Jean-Pierre Lachance, géo**

Vice-président exécutif & exploration & relations avec les communautés

**Pierre H. Terreault, Ing. MGP**

Vice-président opérations et ingénierie

**Yvon Robert, CPA, CA**

Vice-président finances et chef des finances

**Anne Hébert**

Secrétaire

### INFORMATIONS AUX ACTIONNAIRES

**Inscription**

Bourse de Toronto (TSX) – Symbole RSC  
Bourse de Francfort – Symbole RF9

**Agent de transfert et registraire**

Service aux investisseurs Computershare inc.

**Auditeur**

PricewaterhouseCoopers, LLP, s.r.l./s.e.n.c.r.l.

**Conseillers juridiques**

Gowling Lafleur Henderson S.E.N.C.R.L., s.r.l.

**Siège social**

1225, rue Gay-Lussac  
Boucherville (Québec) J4B 7K1, CANADA  
Téléphone : 450 641-0775  
1 866 774-7722  
Télécopieur : 450 641-1601  
Site Web : [www.strateco.ca](http://www.strateco.ca)

*An English copy of this report may be obtained from the Company's head office in Boucherville, Québec.*